

D1743/S

**ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE**

**FORMATION CONTINUE DES MAGISTRATS**

---

**LES SECTES**

du 14 au 17 octobre 2002

**E.N.M.**

**3 ter, quai aux Fleurs**

**75004 PARIS**

:

Lundi 14 octobre 2002

D1763/6

14 Heures 30                    **Physionomie sectaire**

Mardi 15 octobre 2002

09 Heures 30                    **L'Eglise de Scientologie**

**DEJEUNER**

14 Heures 30                    **Mouvement raëlien**

**Témoins de Jéhovah**

Mercredi 16 octobre 2002

09 Heures 30                    **L'adepte et les techniques de manipulation mentale**

**DEJEUNER**

14 Heures 30                    **Difficultés et moyens à mettre en oeuvre pour lutter contre les agissements sectaires : - signalements - plainte - enquête...**

**Table ronde avec les ministères et les associations**

**Ministère de la jeunesse, de l'éducation et de la recherche**

**Gendarmerie nationale**

**Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité**

**Ministère de la justice**

**Union nationale des associations pour la défense des familles et de l'individu (UNADFI)**

**Centre de documentation, d'éducation et d'action contre les manipulations mentales (CCMM)**

**MODERATEUR**

**Jeudi 17 octobre 2002**

09 Heures 30

**La mission interministérielle de lutte contre les sectes : son rôle, sa fonction.**

**L'entrisme sectaire dans le champ de la formation professionnelle**

**DEJEUNER**

14 Heures 30

**Les avancées législatives françaises et européenne**

**CONCLUSION : "Sectes, démocratie et mondialisation"**

D1743/8

## LES SECTES

Du 14 au 17 octobre 2002

### Liste des documents

- Circulaire du 29 février 1996 relative à la lutte contre les atteintes aux personnes et aux biens commises dans le cadre des mouvements à caractère sectaire – Ministère de la justice + Liste de mouvements pouvant être qualifiés de sectaires
- Circulaire du 1<sup>er</sup> décembre 1998 relative à la lutte contre les atteintes aux personnes et aux biens commises dans le cadre des mouvements à caractère sectaire – Sous-direction des affaires économiques et financières du Ministère de la justice
- Circulaire du 7 novembre 1997 relative à la lutte contre les agissements répréhensibles des mouvements sectaires de la sous-direction des libertés publiques et de la police administrative du Ministère de l'intérieur
- Circulaire du 20 décembre 1999 relative à la lutte contre les agissements répréhensibles des mouvements sectaires de la sous-direction des libertés publiques et de la police administrative du Ministère de l'intérieur
- Instruction de la direction de la jeunesse et de la vie associative du 21 avril 1999 relative à la lutte contre les dérives sectaires
- Circulaire du 3 octobre 2000 relative aux dérives sectaires du Ministère de l'emploi et de la solidarité
- Quand les sectes répondent à nos désirs - Enseignant magazine – Novembre 1997
- Qu'est-ce qu'une église ? – Gazette du palais – 14-16 mars 1999
- La scientologie à l'assaut des entreprises - L'Expansion - 4-17 février 1999
- Les sectes et le droit – Recueil Dalloz – 1999
- La manipulation mentale : "Mythe médiatique ou réalité psychiatrique"
- Activités illégales des sectes – Commission des questions juridiques et des droits de l'homme – Conseil de l'Europe
- Petit lexique à l'usage des "initiés"
- Organisation des "témoins de Jéhova" + annexes
- Les organismes de lutte contre les sectes / Liste des associations de défense contre les sectes / Ministères

D1749/9

- Décret n° 98-890 du 7 octobre 1998 instituant une mission interministérielle de lutte contre les sectes
- Décret du 23 novembre 1998 portant nomination du président de la mission interministérielle de lutte contre les sectes
- Arrêté du 23 novembre 1998 portant nomination du conseil d'orientation de la mission interministérielle de lutte contre les sectes
- Arrêté du 23 novembre 1998 relatif à la composition du groupe opérationnel de la mission interministérielle de lutte contre les sectes
- Arrêté du 21 décembre 1999 modifiant l'arrêté du 23 novembre 1998 relatif à la composition du groupe opérationnel de la mission interministérielle de lutte contre les sectes
- Arrêté du 17 juin 2000 portant nomination à la mission interministérielle de lutte contre les sectes – JO du 19 janvier 2000
- Arrêté du 29 janvier 2001 fixant la date des élections à des commissions administratives paritaires (services déconcentrés) – JO du 7 février 2001
- Arrêté du 5 février 2001 portant nomination au conseil d'orientation de la mission interministérielle de lutte contre les sectes – JO du 7 février 2001
- Dispositif gouvernemental de lutte contre les sectes
- Liste des associations de défense contre les sectes
- Liste des ADFI et des antennes au 17 septembre 2002 – UNADFI (Union nationale des associations pour la défense des familles et de l'individu)
- Références bibliographiques
- Pratiques médicales et sectes : rapport adopté par le Conseil national le 27 septembre 1996 – [www.ordmed.org](http://www.ordmed.org)
- Le clin d'œil du fiscaliste : les sectes à l'épreuve du droit fiscal – Les Petites affiches – 22 octobre 1997 – n° 127
- Eclairage juridique sur quelques secteurs
- Les sectes et la protection judiciaire des mineurs – Recueil Dalloz Sirey – 1996
- Les témoins de Jéhova face à l'adoption – Petites affiches – 30 juin 1999 – n° 129
- Loi n° 98-1165 du 18 décembre 1998 tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire – JO du 22 décembre 1998

DIAGS/10

- Jurisprudence
- Licenciement pour motif personnel – Droit ouvrier – Février 2002
- Les sectes en dehors de nos frontières
- La répression des sectes (Belgique) – Ministère de la justice, service des affaires européennes et internationales
- Arrêt de la Cour suprême de cassation italienne
- Les sectes : l'exemple suisse – 28 janvier 2000
- Audit sur les dérives sectaires : rapport du groupe d'experts genevois au département de justice et police et des transports du Canton de Genève – Février 1997
- Rapport du Grand conseil d'Etat au Grand conseil relatif à un centre intercantonal d'information sur les croyances
- Projet de statuts de la fondation "Centre d'information sur les croyances" (CIC)
- "Sectes" ou mouvements endocrinants en Suisse / La nécessité de l'action de l'Etat ou : vers une politique fédérale en matière de "sectes" (Rapport de la commission de gestion de Conseil national du 1<sup>er</sup> juillet 1999)
- Perspectives législatives :
  - Débat du sénat du 16 décembre 1999 : dispositif pénal à l'encontre des sectes (rapport n° 131, 1999-2000)
  - Amendement tendant à reconnaître la qualité de partie civile aux associations de défense contre les sectes adopté le 25/03/99 par l'Assemblée nationale et le 25/06/99 par le Sénat
  - Proposition de loi tendant à renforcer la prévention et la répression à l'encontre des groupements à caractère sectaire (votée en première lecture par l'Assemblée nationale le 22 juin 2000)
  - Avis portant sur la proposition de loi tendant à renforcer la prévention et la répression à l'encontre des groupements à caractère sectaire (adopté le 21 septembre 2000 – Commission nationale consultative des droits de l'homme )
  - Loi n° 2001-504 du 12 juin 2001 tendant à renforcer la prévention et la répression des mouvements sectaires portant atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales

## I. La législation en France

Pages 1 à 67

### 1. Les circulaires et les organismes de lutte contre les sectes

- Circulaire CRIM.96-4/ G du 29 février 1996 sur la lutte contre les atteintes aux personnes et aux biens commises dans le cadre des mouvements à caractère sectaire. Annexe : liste de mouvements pouvant être qualifiés de sectaires (Source : rapport de la Commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les sectes). Ministère de la justice  
Pages 1 à 9
- Circulaire CRIM.98-11/G3 du 1<sup>er</sup> décembre 1998 sur la lutte contre les atteintes aux personnes et aux biens commises dans le cadre des mouvements à caractère sectaire. Ministère de la justice  
Pages 10 à 14
- Circulaire du 7 novembre 1997 sur la lutte contre les agissements répréhensibles des mouvements sectaires. Ministère de l'intérieur  
Pages 15 à 21
- Circulaire du 20 décembre 1998 sur la lutte contre les agissements répréhensibles des mouvements sectaires. Ministère de l'intérieur  
Pages 22 à 27
- Instruction n° 99-078 JS du 21 avril 1999 sur la lutte contre les dérives sectaires. Ministère de la jeunesse et des sports  
Pages 28 à 32
- Circulaire n° 501 du 3 octobre 2000 relative aux dérives sectaires. Ministère de l'emploi et de la solidarité  
Pages 33 à 39

### 2. Loi du 18 décembre 1998

- Loi n° 98-1165 du 18 décembre 1998 tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire. JO du 22 décembre 1998  
Pages 40 à 41

### 3. Avis de la CNCDH et loi du 12 juin 2001

- Avis portant sur la proposition de loi tendant à renforcer la prévention et la répression à l'encontre des groupements à caractère sectaire (adopté le 21 septembre 2000). Commission nationale consultative des droits de l'homme  
Pages 42 à 43
- Loi n° 2001-504 du 12 juin 2001 tendant à renforcer la prévention et la répression des mouvements sectaires portant atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales  
Pages 44 à 47

### 4. Les organismes de lutte contre les sectes

- Décret n° 98-890 du 7 octobre 1998 instituant une mission interministérielle de lutte contre les sectes  
Pages 48 à 49
- Décret du 23 novembre 1998 portant nomination du président de la mission interministérielle de lutte contre les sectes  
Page 50
- Arrêt du 23 novembre 1998 relatif à la composition du groupe opérationnel de la mission interministérielle de lutte contre les sectes  
Page 51
- Arrêté du 21 décembre 1999 modifiant l'arrêté du 23 novembre 1998 relatif à la composition du groupe opérationnel de la mission interministérielle de lutte contre les sectes  
Page 52

01749/12

- Décret n° 2002-1392 du 28 novembre 2002 instituant une mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires. JO du 29 novembre 2002 Page 53
- Arrêté du 3 mars 2003 portant nomination au conseil d'orientation de la mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires. JO du 4 mars 2003 Page 54
- Arrêté du 3 mars 2003 relatif à la composition du comité exécutif de pilotage opérationnel de la mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires Pages 55 à 56
- Liste des associations de défense contre les sectes Page 57
- Liste des ADFI (association pour la défense des familles et de l'individu victimes de sectes) et des antennes au 24 juillet 2003 Pages 58 à 67

**II Articles et chroniques** Pages 68 à 118

- Michel Lacroix. Quand les sectes répondent à nos désirs....Enseignant magazine, novembre 1997 Pages 68 à 69
- Louis de Naurois. Qu'est-ce qu'une église ?. Gazette du palais, 14-16 mars 1996 Pages 70 à 76
- Pratiques médicales et sectes : rapport adopté par le Conseil national le 27 septembre 1996. [www.ordmed.org/sectes](http://www.ordmed.org/sectes) Pages 77 à 87
- Rémi Gouyet. Les sectes à l'épreuve du droit fiscal. Les petites affiches, n° 127, 22 octobre 1997 Page 88
- Thomas Lardeur. La scientologie à l'assaut des entreprises. L'Expansion. 4-17 février 1999 Pages 89 à 92
- Michel Huyette. Les sectes et le droit Pages 93 à 98
- Dr Jean-Marie Abgrall. La manipulation mentale : "mythe médiatique ou réalité psychiatrique" Pages 99 à 112
- Michel Huyette. Les sectes et la protection judiciaire des mineurs. Recueil Dalloz Sirey, 1996 Pages 113 à 118

**III Jurisprudence** Pages 119 à 165

- Les témoins de Jéhovah : les conclusions du commissaire du gouvernement. Petites affiches, n° 129, 30 juin 1999 Pages 119 à 126
- Cass. crim. 11 juillet 1994. X Dominique c/ arrêt de la CA de Rennes. Rejet du pourvoi Pages 127 à 128
- TGI de Rennes. 16 juillet 1992 Pages 129 à 140
- Cass, 2<sup>ème</sup> civ. 6 mai 1987. Arrêt n° 541 Pages 141 à 142
- Cass. 2<sup>ème</sup> civ. 8 novembre 1995 Page 143
- Cass. 1<sup>ère</sup> civ. 22 février 2000 Pages 144 à 146
- Cass. Crim. 30 juin 1999. Arrêt n° 3203. La Procureur général près CA de Lyon c/ 4<sup>ème</sup> chambre CA de Lyon Pages 147 à 151



D1749/13

• Arrêt du Conseil d'Etat	Pages à 152 à 153
• Note d'information DGS/SP n° 97-374 du 27 mai 1997 relative à l'intervention de certaines organisations dans le domaine de la psychiatrie	Page 154
• Lettre du Président de la Commission des citoyens pour les droits de l'homme. 1 <sup>er</sup> mars 1999	Page 155
• Arrêt du tribunal administratif de Nantes	Page 156 à 160
• Dispositions applicables aux dispensateurs de formation	Pages 161 à 162
• Licenciement pour motif personnel. Droit ouvrier, février 2002	Pages 163 à 165
<b>IV. Petite lexique à l'usage des initiés</b>	<b>Pages 166 à 175</b>
<b>V. Organisation des témoins de Jéhovah</b>	<b>Pages 176 à 207</b>
• Organisation des témoins de Jéhovah : présentation à l'Ecole nationale de la magistrature, Paris, 15 octobre 2002	Pages 176 à 207
• Annexes :	
I. Le conseil d'administration	
II. III.IV.V Organigrammes	
VI. a. Brochure des témoins de Jéhova. Février 1988 b. Les témoins de Jéhovah et la question du sang	
VII. Problèmes médicaux : points importants	
VIII. Les ateliers du Coiron	
IX. Moyenne annuelle des actifs "Témoins de Jéhovah"	
X. Programme d'activités des témoins de Jéhovah	
<b>VI. Les sectes en dehors de nos frontières</b>	<b>Pages 208 à 274</b>
• Conseil de l'Europe. Commission des questions juridiques et des droits de l'homme. Activités illégales des sectes. 13 avril 1999	Pages 208 à 218
• Ministère de la justice, Services des affaires européennes et internationales. Belgique : La répression des sectes (extraits)	Pages 219 à 222
• Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles. Belgique	Pages 223 à 224
• Arrêt de la Cour suprême de cassation. Italie. 16 décembre 1999	Pages 225 à 239

01748/14

- François Bellanger. Les sectes : l'exemple suisse. 28 janvier 2000 :
  - Audit sur les dérives sectaires : rapport du groupe d'experts genevois au Département de justice et police et des transports du canton de Genève. Février 1997
  - Rapport du Conseil d'Etat du 10 mars 1999 au Grand conseil relatif à la création d'un centre intercantonal d'information sur les croyances
  - Projet de statuts de la fondation "Centre d'information sur les croyances"
  - Sectes ou mouvements endoctrinants en Suisse : la nécessité de l'action de l'Etat ou vers une politique fédérale en matière sectes. Rapport de la Commission de gestion du Conseil national. 1<sup>er</sup> juillet 1999
  - Article 9 et 23a de la loi cantonale bâloise pénale des contraventions
- Résolution du Parlement européen sur la situation des droits fondamentaux dans l'Union européenne (2002) (2002/2013 INI). 4 septembre 2003

Pages 240 à 273

Page 274

## 7. Références bibliographiques

Pages 275 à 279